



**CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS,
LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE MONTIVILLIERS
ET LA MISSION LOCALE LE HAVRE ESTUAIRE LITTORAL**

Entre les soussignés

La Commune de Montivilliers, représentée par son Maire, Monsieur Jérôme DUBOST, selon le mandat donné par délibération du Conseil Municipal en date du 09 février 2026 et désignée sous l'appellation de la « Commune »

Et

Le CCAS de de Montivilliers, représenté par son Vice-Présidente, Madame Agnès SIBILLE, agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 06 février 2026, ci-après désignée par « le CCAS »

Et

La Mission Locale Le Havre Estuaire Littoral, dont le siège est situé au 5 rue Miroglio – 76620 Le Havre, représentée par son Président par intérim, Monsieur Pascal CRAMOISAN, habilité par une décision du Conseil d'Administration, ci-après désignée par « la Mission Locale » ou « l'Association »

PREAMBULE

Pour répondre aux besoins de la population jeunes 16/25 ans de la commune, et dans le cadre d'une politique globale en direction des jeunes, tendant à favoriser leur formation et leur insertion sociale et professionnelle, la Mission Locale a intégré de nouveaux locaux sur la commune en 2021.

La Mission Locale a pour vocation d'accueillir tous les jeunes de son secteur d'intervention âgés de 16 à 25 ans, et en particulier les jeunes sans activité, sortis du système scolaire sans qualification, d'une part, d'appréhender et de définir une action d'insertion professionnelle et sociale pour chacun des jeunes pris en charge, en liaison avec les partenaires de l'Association, mais aussi de rechercher et d'apporter des réponses aux problèmes de vie quotidienne des jeunes se posant parallèlement à la formation et à l'insertion professionnelle (santé – logement), d'autre part.

Vu ces objectifs, la Ville, le CCAS et la Mission Locale établissent un partenariat afin que la population considérée puisse bénéficier des services et actions menées par cette dernière dans le cadre des objectifs sus mentionnés fixés par l'Association.

CECI ETANT EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la Ville, le CCAS et la Mission Locale, dans le cadre de son antenne de Montivilliers.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE ET DU CCAS DE MONTIVILLIERS**a) PARTENARIATS AVEC LES SERVICES DE LA VILLE ET LE CCAS DE MONTIVILLIERS**

La Ville, au travers de ses différents pôles d'activités et services, et le CCAS de Montivilliers s'engagent à participer aux actions et projets pouvant être mis en place par l'Association.

POLE VIE CULTURELLE, ÉDUCATIVE, SPORTIVE, ET CITOYENNE**Service Éducation Enfance Jeunesse**

Le Service Education Enfance Jeunesse travaille quotidiennement les questions de citoyenneté et de jeunesse à travers différentes actions vers lesquels les jeunes accompagnés par la Mission Locale peuvent être orientés :

- L'information auprès des jeunes

Accueil de façon gratuite, anonyme et personnalisée des jeunes souhaitant s'informer sur les dispositifs les concernant en lien avec les partenaires locaux notamment la Mission Locale.

- La formation BAFA

Information et accompagnement des jeunes souhaitant être formés au BAFA dans leurs démarches tout en favorisant leur prise d'initiative, d'autonomie et leur responsabilisation. Une orientation pourra être faite vers l'Association pour mobiliser des aides si besoin.

Ce projet doit permettre de répondre en temps réel aux attentes des jeunes Montivillonnais.

- Bourse au permis

Les jeunes de la Mission Locale peuvent être orientés vers ce dispositif qui permet aux jeunes d'obtenir une bourse pour financer une partie de leur permis (300€) en contrepartie d'une action d'utilité sociale ou solidaire de 20h.

Ce dispositif permet ainsi de favoriser la mobilité des jeunes et de fait leur employabilité. De plus, l'action d'utilité sociale ou solidaire permet de faire découvrir la notion de bénévolat et d'acquérir des connaissances et compétences afin de valoriser leur CV.

- Chantier citoyens

Dans le cadre des actions jeunesse, des chantiers citoyens pourront être mis en place afin de répondre aux objectifs suivants :

- Amener le jeune à s'impliquer concrètement dans la vie de sa ville
- Permettre aux jeunes de participer à des animations ludiques
- Construire intégralement une action commune avec d'autres jeunes
- Contribuer à un projet collectif

La Mission Locale pourra y être associée.

Service des Sports

Le service des sports pourra proposer des ateliers sportifs travaillant autour de la confiance en soi et de l'appréhension de son corps à un âge de grandes mutations.

Dans le cadre de ses missions, il développe également des actions intergénérationnelles auxquelles les jeunes accompagnés par la Mission Locale pourront être associés.

La Mission Locale sera également associée au projet Monti'sports d'été.

De par sa localisation et ses locaux, le Centre Social Jean Moulin est un carrefour des possibles pouvant accueillir des actions, et notamment celles proposées par la Mission Locale, sur le secteur de la Belle Etoile. Il peut également être partenaire de ces actions.

Le Centre Social peut également informer et orienter les publics jeunes vers les accueils et dispositifs de la Mission Locale.

Ponctuellement des espaces pourront être mis à disposition de l'association au sein des locaux du Centre Social Jean Moulin dans le cadre de ces actions.

Politique de la Ville, Vie Associative et Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

La Mission Locale fait partie des membres de l'Assemblée plénière du CLSPD et pourra être sollicitée dans ce cadre sur les cellules de veille concernant les situations individuelles de jeunes pour décliner des projets de préventions sur l'ensemble du territoire.

Au sein du CLSPD, les échanges sont soumis à un règlement intérieur et à une charte de déontologie au niveau des informations partagées entre les membres.

Centre Communal d'Action Sociale

Dans le cadre de ses missions, le CCAS s'engage à orienter vers l'Association les publics ciblés en vue d'un accompagnement croisé des jeunes.

- **Accueil, Information, Orientation des jeunes et accès aux droits**

Dans le cadre de son accueil des publics, de son travail de prévention et d'accompagnement, le CCAS s'engage à accueillir, informer et orienter vers la Mission Locale, tout jeune de 16 à 25 ans présentant des problématiques d'insertion ou d'emploi dès lors que l'accès aux droits fondamentaux a été travaillé.

- **Accompagnement croisé des situations**

Les conseillères sociales du CCAS accompagnent des publics en fragilité voire en situation de grande précarité.

Le CCAS gère les demandes de logement et établit des élections de domicile au sein de son établissement.

Afin de lever les freins à l'accès au logement et à l'insertion professionnelle des jeunes, le CCAS et la Mission Locale peuvent accompagner des situations de manière croisée et coordonnée dans l'intérêt des jeunes montivillons.

En accord entre les deux partenaires, les outils et les dispositifs de droit commun ainsi que les aides facultatives du CCAS peuvent être mobilisés pour les jeunes.

Des réunions de coordination régulières seront mises en place entre le CCAS et l'Association.

- **Accompagnement collectif**

Dans le cadre de ses actions de prévention, le CCAS organise des ateliers collectifs sur divers thèmes (équilibre alimentaire par la cuisine, budget, logement, énergie, estime de soi...). Dès lors, il est possible de travailler en lien afin que des personnes suivies par l'Association et pour qui l'atelier peut être nécessaire puissent y participer.

- **Animation du réseau des acteurs de l'insertion**

Le CCAS s'engage à informer et à associer la Mission Locale sur les actions pouvant être mises en place sur le territoire et plus spécifiquement celles portant sur l'insertion sociale et professionnelle.

Le CCAS est également membre du réseau de proximité impulsé par la Mission Locale et la Région Normandie.

- Pilotage des actions de préventions en direction des publics vulnérables, de la santé, du handicap et du vieillissement

Le CCAS anime une action générale de prévention, ainsi il propose régulièrement des actions de prévention à destination de différents publics auxquels les jeunes suivis par la Mission Locale peuvent être associés.

En cas de besoin ponctuels, la Ville de Montivilliers et le CCAS peuvent également mettre à disposition de l'Association des locaux.

b) SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Afin de soutenir l'activité de l'Association et notamment les services rendus auprès du public 16/25 ans de la commune, le CCAS s'engage à verser une subvention annuelle de fonctionnement à l'Association.

Le montant de la subvention s'élève à 2,44 € par habitant.

La commune de Montivilliers dénombrant 15 478 habitants au dernier recensement 2023, le montant de la subvention 2026 s'élèvera donc à 37 766.32 € (15 478x 2,44 €).

Cette subvention sera versée par le CCAS (sous réserve de la transmission des pièces comptables et juridiques mentionnées dans l'article 3).

ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Informer la Ville et le CCAS sur ses actualités, projets ou actions et les y associer le cas échéant
- Collaborer aux actions et projets développés par la Ville et le CCAS notamment par :
 - L'orientation des publics en fragilité sociale vers le CCAS
 - Co-animation avec les conseillères sociales du CCAS des ateliers portant sur le domaine de l'insertion professionnelle
 - Participation aux actions et réseaux d'acteurs et notamment à l'action Monti'sports d'été et orientation des jeunes vers les actions et dispositifs pilotés par la Ville
- Transmettre les éléments administratifs et comptables à la Ville et le CCAS et notamment :
 - Le bilan annuel des actions sur le territoire
 - Le rapport d'activités de l'année écoulée ;
 - Le rapport financier comportant le compte de résultat, le bilan et le rapport du Commissaire aux comptes
 - Le compte-rendu de l'Assemblée Générale annuelle.

Depuis la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il existe une obligation pour toute association ou fondation sollicitant l'octroi d'une subvention de souscrire un Contrat d'Engagement Républicain.

Dans ce cadre, l'association s'engage à signer et à respecter le Contrat d'Engagement Républicain (*Annexe 1*).

En cas de non-respect du Contrat d'Engagement Républicain, la subvention devra être restituée. L'association devra restituer les fonds reçus, excepté les sommes versées au titre d'une période antérieure au manquement au contrat d'engagement.

ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an allant du 1er janvier au 31 décembre 2026.

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la convention ; elle devra en avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

En cas de dissolution de l'Association, la présente convention sera rendue caduque.

ARTICLE 5 - EVALUATION DE LA CONVENTION

A chaque fin d'année, une réunion d'évaluation de la présente convention sera programmée avec la Ville et le CCAS de Montivilliers.

Avant le déroulement de cette réunion, l'Association transmettra sur demande au CCAS le bilan annuel de son intervention auprès des jeunes montivillons.

ARTICLE 6 - RESILIATION

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure.

ARTICLE 7 - ASSURANCES

Les risques encourus par l'Association du fait de son activité et de l'utilisation des locaux pouvant lui être mis à disposition de façon ponctuelle seront assurés par l'Association, qui fournira sur demande à la Ville et au CCAS les attestations de police d'assurance.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

L'Association s'engage à valoriser le soutien de la Ville et du CCAS de Montivilliers sur tous les documents informatifs et supports promotionnels édités, présentant son activité ou diffusés à l'occasion d'une manifestation organisée par elle.

ARTICLE 9 – INFORMATIQUES ET LIBERTES

Conformément à la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004 et au Règlement Général de Protection des Données (RGPD) du 25 mai 2018, l'intervenant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent.

S'il souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, l'intervenant doit en faire la demande écrite auprès du CCAS de Montivilliers.

ARTICLE 10 - LITIGES

En cas de difficulté portant sur l'application ou l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif de Rouen.

Fait au Montivilliers, en trois exemplaires le

Jérôme DUBOST
Maire

Agnès SIBILLE
Vice-Présidente
du CCAS

Pascal CRAMOISAN
Président de la Mission Locale
Le Havre Estuaire Littoral